

---

## Les *interventores* du protectorat espagnol au Maroc

Contextes de production d'une connaissance politique des cabilas

*The Interventores of the Spanish Protectorate in Morocco. Contexts of Producing Political Knowledge of the Cabilas*

Josep Lluís Mateo Dieste et José Luis Villanova

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/17423>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.17423

ISSN : 1777-5353

### Éditeur

Éditions de l'EHESS

### Édition imprimée

Date de publication : 16 septembre 2013

Pagination : 595-624

ISBN : 978-2-7132-2388-4

ISSN : 0008-0055

### Référence électronique

Josep Lluís Mateo Dieste et José Luis Villanova, « Les *interventores* du protectorat espagnol au Maroc », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 211 | 2013, mis en ligne le 23 octobre 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/17423> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.17423

---

# Les *interventores* du protectorat espagnol au Maroc

## Contextes de production d'une connaissance politique des *cabilas*

### Contexte de la production cognitive coloniale

La présence coloniale au nord du Maroc reste encore soupçonneusement très oubliée dans la mémoire collective espagnole malgré les effets post-coloniaux que cette période provoqua des deux côtés de la Méditerranée, et malgré l'intérêt académique que cette question a suscité en Espagne dans les dernières vingt-cinq années. La connaissance sur cette période en langue non espagnole est également mince et avec cette étude nous voulons contribuer à montrer les particularités de ce cas qui peuvent permettre des comparaisons avec d'autres situations coloniales<sup>1</sup>.

Comme l'ont montré des auteurs dans d'autres contextes, la mise en place du colonialisme ne fut pas un procès parfaitement planifié et cohérent et très souvent elle présenta d'énormes difficultés d'implantation (Comaroff & Comaroff 1992 ; Thomas 1994). Le cas espagnol nous permettra de montrer cette dynamique tant au niveau de l'idéologie coloniale que sa précise mise en œuvre au niveau micro-politique dans les zones rurales. Pour ce faire nous analysons les mécanismes de production de la connaissance administrative sur le Maroc rural et comment elle fut élaborée sur le terrain par les acteurs centraux du contrôle colonial, les *interventores*<sup>2</sup>. On ne va donc pas approfondir les contenus des images et des stéréotypes sur les Marocains (Mateo Dieste 1997a ; Cohen 1999), mais surtout leur processus d'élaboration. En fait, ce cas nous permet d'observer comment cette production de

- 
1. Dans ce sens, les deux volumes édités par VILLASANTE DE BEAUVAIS (2007) offrent une méthodologie et une perspective comparative très riche. La notion de situation coloniale est inspirée par le volume fondateur de ASAD (1973) et de STOCKING (1991).
  2. Le terme *interventor* désignait les agents de l'administration du protectorat espagnol du Maroc responsables de l'*intervención* (contrôle) de l'action des autorités marocaines, de manière équivalente aux contrôleurs du protectorat français. D'autre part, le terme *cabila*, de l'arabe *qabîla*, était utilisé pour désigner chacune des tribus du protectorat.

connaissance, notamment sur la « tribu », était marquée par les préjugés de leurs producteurs, par les exigences bureaucratiques, le manque de ressources, les résistances et les stratégies de la population locale, comme dans le cas paradigmatique des informateurs fournissant n'importe quel renseignement afin d'obtenir des gratifications. Malgré ces limitations et les erreurs d'analyse autour des structures politiques des *qabâ'il* (tribus), la domination coloniale fixa formellement aussi bien les frontières tribales que les figures de l'autorité pour des objectifs de contrôle politique<sup>3</sup>. Mais ceci se fit dans un contexte changeant et plein de contradictions.

Le traité franco-marocain du 30 mars 1912 et le traité franco-espagnol du 27 novembre 1912 représentèrent l'aboutissement d'une politique de harcèlement pratiquée par l'impérialisme européen à l'encontre de l'empire chérifien avec l'instauration de deux zones de protectorat au Maroc, la française et l'espagnole. Le traité franco-espagnol — que le sultan accepta moyennant le Dahir du 13 mai 1913 — donnait à l'Espagne le droit d'exercer son action protectrice sur un territoire de 20 000 km<sup>2</sup> au nord du Maroc, duquel était exclue la zone internationale de Tanger<sup>4</sup>. Il s'agissait d'un territoire en grande partie inculte, montagneux et plutôt pauvre en ressources naturelles — un journaliste de l'époque signalait que l'Espagne avait reçu « l'os de Djebala et l'épine du Rif » dans la répartition de l'Empire (Azpeitua 1921 : 27) —, avec une population estimée entre 500 000 et 750 000 habitants (dont plus de 90 % vivaient dans des zones rurales) répartie dans 70 *cabilas* (Noin 1970).

Au début du xx<sup>e</sup> siècle, le protectorat était l'une des formules juridiques du droit international reconnues par les puissances pour administrer des régions occupées, directement associée à la notion d'*indirect rule*. Ce gouvernement colonial indirect se caractérisait par l'existence/désignation d'autorités autochtones qui agissaient en tant qu'intermédiaires entre le gouvernement colonial et la population. Le traité franco-espagnol établit donc qu'il incombait à l'Espagne de

« veiller à la tranquillité de la zone et prêter main forte au Gouvernement marocain pour introduire toutes les réformes administratives, économiques, financières, judiciaires et militaires dont il a besoin [...]. Les régions comprises dans la Zone [...] seront administrées, avec l'intervention d'un Haut-Commissaire espagnol, par un Califat [...]. Les actions de l'Autorité marocaine seront contrôlées par le Haut-Commissaire et ses Agents [les *interventores*] » (art. 1<sup>er</sup>).

3. Le cas est très similaire à d'autres contextes de l'époque, où l'on fixait des structures politiques et des appartenances collectives autour de la « race », l'« ethnie » ou la « nation » (BOËTSCH & FERRIÉ 1993 ; AMSELLE & M'BOKOLO 1999 ; SILVERSTEIN 2002).
4. Le traité a aussi établi une autre zone de protectorat espagnol au sud du Maroc, la région de Cap Juby/Tarfaya, d'une étendue de 25 000 km<sup>2</sup> et avec une population inférieure à 10 000 habitants. L'action coloniale espagnole a été minimale sur ce territoire, plus relié à la colonie du Sahara espagnol (Saguia el-Hamra et Río de Oro) qui lui était contiguë, qu'à la zone Nord du protectorat.

On peut en déduire que l'intervention consistait principalement à surveiller les autorités marocaines, faculté qui convertissait les *interventores* en pièce-maîtresse de la politique coloniale espagnole. López Ferrer (1923 : 33), qui fut Haut-commissaire, les qualifia d'« élément essentiel » de l'action espagnole au Maroc, et le juriste Cordero Torres (1942-1943, vol. 2 : 6) estima qu'ils représentaient « la moelle de la gestion du protectorat ».

Le traité franco-espagnol ne spécifiant pas la forme selon laquelle devait être exercée l'action de protection, les autorités espagnoles eurent à affronter de grandes difficultés pour la préciser. D'une part, au moment où fut établi le protectorat, la plus grande partie de la zone espagnole échappait au contrôle direct des autorités dépendant du sultan et bon nombre de ses habitants ne reconnaissaient pas la validité du traité et n'acceptaient pas non plus la formule instaurée. Cette circonstance provoqua une résistance armée acharnée qui se consolida à partir de 1921 autour de la figure de Mohamed ben Abdelkrim et prit fin avec le triomphe des forces espagnoles et de leurs alliés marocains en 1927. D'autre part, contrairement à la France, l'Espagne manquait d'expérience dans l'administration de territoires coloniaux, et il n'existait donc pas en métropole une idée claire sur la façon d'orienter la politique coloniale si peu d'années après que celle-ci eût perdu ses colonies des Caraïbes et du Pacifique (Cuba, Porto-Rico et les Philippines) en 1898. Et, pour finir, les changements de gouvernements et de régimes qui se succédèrent en Espagne — monarchie d'Alphonse XIII (1902-1923), dictature du général Primo de Rivera (1923-1931), II<sup>e</sup> République (1931-1936), Guerre civile (1936-1939), dictature du général Franco (1939-1975) — provoquèrent de nombreux va-et-vient dans la politique coloniale espagnole en général et dans le développement de l'*Intervención* en particulier.

Pour développer la structure politico-administrative du protectorat, le gouvernement espagnol prit comme modèle les institutions créées par les Français dans leur zone, bien qu'il exista des différences (Villanova 2004). Par exemple, dans la zone espagnole et en ce qui concerne l'intervention, la plupart des *interventores* étaient des militaires ou provenaient de l'armée et, jusqu'en 1934, il existait une double structure administrative de l'intervention, civile et militaire, alors que dans la zone française, l'intervention demeura sous la responsabilité de contrôleurs civils — selon le modèle organisé en Tunisie en 1884 (Ben Mlih 1990) — et d'officiers des Affaires indigènes, sans que la direction de la politique indigène se soit divisée au niveau de son commandement. Par ailleurs, dans la zone espagnole, les *interventores* civils n'exercèrent qu'une action limitée dans les villes jusqu'en 1931, date où leur intervention s'élargit jusqu'à représenter un tiers des *cabilas*, tandis que, dans la zone française, l'*Arrêté du Résident* du 22 mars 1913 créa la première région civile dans la Chaouïa, et les régions placées sous autorité des contrôleurs civils s'étendirent beaucoup plus rapidement (Gruner 1984).

Ces dernières années, des spécialistes de différentes disciplines ont publié de nombreux ouvrages concernant le protectorat espagnol au Maroc,

en particulier à propos des conflits armés et de l'histoire politique. La plupart d'entre eux se sont intéressés aux *interventores* mais, presque toujours, en les considérant comme un complément ou comme un élément secondaire de leurs recherches. Une circonstance particulièrement étonnante puisque les *interventores* constituaient la « pierre angulaire » de l'action coloniale espagnole au Maroc, ce qui prouve qu'il y a encore fort à faire dans la recherche sur le protectorat. Cela dit, un petit nombre d'auteurs ont réalisé différents travaux sur l'organisation de la structure politico-administrative des *Intervenciones*, le processus de leur formation, les tensions entre militaires et civils pour leur contrôle, l'action géopolitique menée à bien par les *interventores*, la figure et l'héritage ethnographique de l'*interventor* Emilio Blanco Izaga, fruit de ses missions dans le Rif, ou l'image du Marocain élaborée par les *interventores* et les différentes utilisations de la notion de tribu de la part des *Intervenciones* (Torres Escobar 1980 ; Driessen 1992 : 55-78 ; Mateo Dieste 1997b, 2002, 2005 ; Hart 2000 ; Moga Romero 2000, 2009 ; Villanova 2002, 2005a, b, 2006 ; Villanova & Urteaga 2009).

Cet article tente de combler quelques-unes des nombreuses lacunes qui existent encore autour des *interventores* : leur tâche en tant qu'agents responsables de fournir les informations nécessaires à la connaissance du territoire et de la société de la zone, afin que les autorités espagnoles puissent profiler et développer la politique coloniale. Mais, avant d'entrer en matière et pour situer le thème central de notre étude dans son contexte, nous ferons une brève analyse de l'évolution de l'organisation administrative des *Intervenciones* et des fonctions des *interventores*.

### Évolution de l'organisation et caractère des *Intervenciones*

Au moment où le protectorat fut instauré, les autorités espagnoles ne contrôlaient que quelques petites régions, isolées les unes des autres, du territoire que leur avait octroyé le traité franco-espagnol du 27 novembre 1912 : les quelques zones soumises directement à l'autorité du Makhzen du sultan et celles que l'Espagne dominait de façon précaire depuis le début des opérations militaires en 1908, et qui avaient été occupées prétextant les accords d'Algésiras (1906). C'est-à-dire la frange atlantique Asilah-Larache-Ksar el Kébir — avec une communication instable avec Tanger —, une bande étroite autour de la route Ceuta-Tétouan et un territoire qui s'étendait entre les fleuves Kert et Moulouya, dans la région orientale.

Étant donnée la situation, les gouvernements espagnols choisirent de laisser aux militaires l'initiative dans le développement de la politique coloniale : ils nommèrent uniquement des Hauts-commissaires militaires jusqu'en 1931<sup>5</sup> et donnèrent aux chefs des Forces militaires l'application

5. Jusqu'en 1931, seulement deux civils occupèrent le poste de Haut-commissaire, Miguel Villanueva et Luis Silvela, de janvier à septembre 1923.

de l'intervention dans les territoires occupés militairement. Dans ce sens, ils dépendaient d'un délégué d'Affaires indigènes qui se trouvait directement sous les ordres du Haut-commissaire<sup>6</sup>.

L'absence d'une politique coloniale bien définie et la non-communication entre les régions dominées permirent aux chefs des Forces militaires d'agir avec une trop grande autonomie. Ils optèrent pour faire primer l'action militaire sur la politique et le gouvernement direct sur l'indirect ; circonstances qui déclenchèrent de nombreux conflits<sup>7</sup>. Les gouvernements espagnols prirent différentes dispositions officielles pour tenter de les résoudre<sup>8</sup>, mais leur manque de décision et la résistance des militaires à nommer des autorités du Makhzen khalifien dans les *cabilas* occupées — en argumentant que la situation militaire ne le recommandait pas — empêchèrent la réalisation d'un tel objectif.

Le « désastre » d'Anoual (22 juillet 1921) provoqua, en moins de deux semaines, presque 20 000 pertes espagnoles, la chute de toutes les positions militaires de la région orientale et le démantèlement de la structure du commandement général de Melilla qui avait coûté douze ans d'efforts de mise en place. La débâcle provoqua le redoublement des critiques contre le système implanté. Le gouvernement espagnol essaya de promouvoir le régime d'intervention face au gouvernement direct et de remplacer progressivement les militaires par des civils dans les régions pacifiées<sup>9</sup>. De la même manière, il nomma les deux premiers Hauts-commissaires civils. Cependant, l'instauration du directoire militaire du général Primo de Rivera (15/9/1923) mit fin aux premiers essais « civils » : les militaires occupèrent de nouveau la fonction de Haut-commissaire, leur monopole pour l'exercice de l'intervention dans les *cabilas* se réaffirma<sup>10</sup> et la politique de gouvernement direct resta en vigueur (Delegación de Asuntos Indígenas 1935).

L'occupation totale de la zone en 1927 ouvrit la porte à l'extension du régime d'intervention, mais il semble que les officiers responsables continuèrent souvent à pratiquer le gouvernement direct, comme l'illustrent des dispositions officielles qui y font constamment référence, des circulaires de la Délégation d'affaires indigènes (DAI), textes de formation pour les *interventores* et des articles de journaux (Villanova 2005a). Le général José Sanjurjo Sacanell, engagea donc une importante réforme des *Intervenciones* militaires. Le *Decreto del Alto Comisario* du 31 décembre 1927 établit que l'*Inspección General de Intervención y Fuerzas Jalifianas*, sous les ordres du Haut-commissaire, serait le seul organisme chargé de diriger l'action

6. *Real Decreto*, 27 février 1913 et *Real Orden* du Ministère d'État 24 avril 1913.

7. Par exemple LÓPEZ FERRER (1923), PITA (1933), RUIZ ALBÉNIZ (1994) et ARCHIVO GENERAL DE LA ADMINISTRACIÓN DEL ESTADO (AGAE), *Cajas M-87* et *M-1.478*.

8. Voir les *Reales Decretos*, 24 juillet 1913, 24 janvier 1916 et 25 août 1919.

9. *Real Decreto*, 16 septembre 1922. Le déploiement du *Real Decreto* fut très médiatisé à cause des pressions des militaires et le développement de l'*intervención civil* fut minimale. Voir MAESTRE (1923) et AGAE *Cajas M-20* et 24.

10. *Real Decreto*, 20 mai 1925.

politique et d'intervenir dans les *cabilas*. Au niveau territorial, il fit ouvrir des bureaux centraux d'*Intervención* à Melilla, Tétouan et Larache et des bureaux de secteur d'*Intervención* à Villa Sanjurjo (Al-Hoceima) et Chaouen. Chacun de ces bureaux avait sous ses ordres des bureaux principaux, chargés d'exercer dans leur circonscription, à savoir une ou plusieurs *cabilas*, l'action politique et administrative sans distinction.

Cette réforme survécut jusqu'à l'époque républicaine bien que l'intensification de la tâche d'intervention supposât de nouvelles modifications dans l'organisation et le personnel<sup>11</sup>. Les réorganisations constantes, dans certains cas contradictoires, ne facilitèrent pas l'obtention des résultats escomptés, ne résolurent pas les problèmes de fonctionnement des *Intervenciones*, et révèlent l'improvisation et l'absence d'une politique claire à ce sujet de la part de la dictature de Primo de Rivera (López Oliván 1931, vol. II : 88).

La proclamation de la II<sup>e</sup> République (14/4/1931) instaura un régime de caractère civil en Espagne qui eut des répercussions presque immédiates dans l'orientation de la politique coloniale. L'un des critères qui guida l'action républicaine dans le protectorat fut la démilitarisation de la zone et la mise en place d'une véritable intervention de caractère civil (Morales Lezcano 1993). Luciano López Ferrer, un civil, fut donc nommé Haut-commissaire (20/6/1931), et le *Decreto* du 29/12/1931 tenta d'organiser une structure qui lui permit de mettre en œuvre et de développer le régime de protectorat. Parmi les nouveautés que présenta le décret, il vaut la peine de remarquer la nouvelle organisation politique de la zone, qui fut divisée en régions civiles et régions militaires, selon leur situation géographique et leur degré de pacification, une décision qui représentait un premier pas pour étendre progressivement le régime civil à l'ensemble de la zone et donner du poids aux *interventores* civils. Dans chaque région furent organisés des bureaux principaux sous les ordres d'un *interventor* régional qui remplissait toutes les fonctions politiques, judiciaires et administratives à côté des autorités marocaines et, en même temps, celles de chef de tous les services du protectorat existant dans la région. Malgré tout, la double intervention militaire et civile se maintint jusqu'en 1934 à cause des nombreux problèmes auxquels les gouvernements républicains étaient confrontés en Espagne, d'un manque de politique coloniale claire et décidée, de la résistance qu'opposaient les secteurs pro-africains soutenant les militaires et de l'obstination de ces derniers à ne pas perdre le contrôle effectif de la politique de la zone (de Madariaga 2002 ; Villanova 2006).

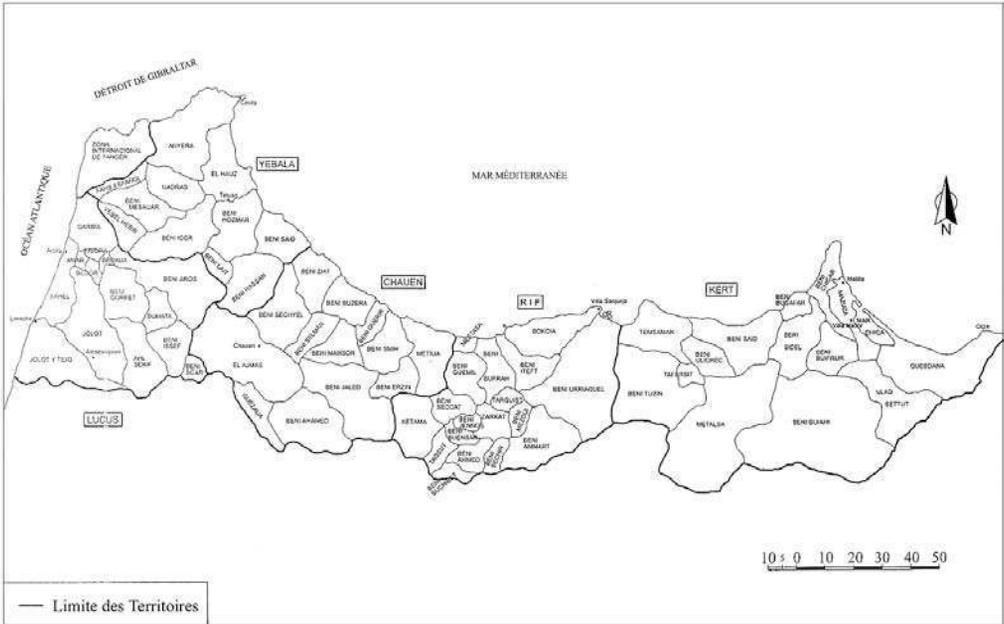
Les *Decretos* des 26/6/1934 et 15/2/1935 permirent la fusion des *Intervenciones* militaires et civils et organisèrent la zone en cinq nouvelles régions — Orientale, Rif, Ghomara, Occidentale et Djebala — avec un régime politique identique. La direction de l'action politique fut confiée au nouveau service des *Intervenciones* qui dépendait directement de la DAI, une délégation

---

11. Les *Decretos del Alto Comisario*, 1<sup>er</sup> janvier 1929, 20 juillet 1929, 25 octobre 1929 et 31 juillet 1930 et le *Real Decreto*, 11 juin 1930.

centralisant les fonctions d'administration des villes et des *cabilas*, le contrôle des autorités du pays et les services d'information et de sécurité. La division du territoire fut maintenue presque telle quelle jusqu'à la fin du protectorat.

CARTE 1. — DIVISION TERRITORIALE À LA FIN DU PROTECTORAT



Réalisation : Albert Llausàs et José Luis Villanova / Source : Instituto Nacional de Estadística, *Último Anuario Estadístico, 1955. Zona del Protectorado y de los territorios de soberanía en el Norte de África*, Madrid, María Gómez, 1957, pp. 15-19.

Malgré une claire tendance « civile » de ces décrets, les gouvernements républicains n'instaurèrent pas complètement un système civil strict, dans la mesure où, par exemple, ils embauchèrent de préférence les officiers qui avaient servi dans les Forces militaires indigènes pour occuper les postes dans les bureaux des *cabilas*. De cette façon, la plupart de ces postes continuèrent à être occupés par des militaires. De plus, en 1934, fut ordonné le regroupement du personnel qui avait fait partie des *Intervenciones* vers le milieu de l'année 1933 dans le nouveau service, ce qui permit l'intégration de 198 *interventores*, militaires pour la plupart, dans la nouvelle structure<sup>12</sup>. Ces faits auront des conséquences néfastes pour le régime républicain lors du soulèvement militaire de 1936<sup>13</sup>.

12. *Decretos* des 18 décembre 1933 et 21 novembre 1934.  
 13. Le rôle de la plus grande partie des *interventores* a été fondamental dans la mobilisation des Marocains pour combattre dans l'armée franquiste depuis juillet 1936.

L'arrivée au pouvoir des militaires après l'insurrection de 1936 ne modifia pas la structure de l'intervention mise en place pendant la période républicaine. Les autorités franquistes lui donnèrent une tournure clairement militaire et les *Intervenciones* devinrent un terrain exclusivement réservé aux militaires : ils occupèrent les postes de responsabilité du service, le nombre d'*interventores* civils se réduit considérablement. Et 20 % seulement des élèves qui entrèrent à l'académie des *Interventores*, à partir de 1947, furent des civils (Villanova 2006).

Une fois la Guerre civile terminée, la seule disposition officielle qui affecta de façon notoire l'organisation des *Intervenciones* fut la Loi du 8 novembre 1941, établissant une double dépendance de la DAI, ce qui provoqua de nombreuses équivoques et mina son activité. Elle la fit dépendre directement du Haut-commissaire pour tout ce qui se rapportait à la politique d'intervention, d'information et de sécurité, alors que les autres aspects restaient dirigés administrativement par le secrétaire général du protectorat.

Pour conclure sur ce point, nous pouvons signaler que, pendant l'époque franquiste (1936-1956), la conduite espagnole fut plutôt respectueuse, formellement, avec les principes du protectorat ; du moins si on la compare à la zone française. Certains auteurs ont assuré que très souvent la gestion de la zone espagnole pouvait être considérée *indirect rule* (Pascon & van der Wusten 1983 : 104), même s'il ne faut pas oublier que la politique coloniale franquiste était basée sur une stratégie de respect apparent et formel des coutumes locales, qui profita de son clientélisme avec de nombreux notables et même avec le nationalisme de sa zone pour réaliser une propagande sur la soi-disant proximité des Espagnols et des Marocains. Cette propagande était aussi destinée à donner une légitimité à la présence espagnole par rapport à l'intervention française au Maroc, ce qui explique que les autorités franquistes se sont montrées plutôt laxistes face aux réformistes nationalistes (Kenbib 1998 ; Mateo Dieste 2003). En fait, ils étaient disposés à respecter l'idée de protectorat dans la mesure où elle n'entraînait pas en conflit avec les intérêts coloniaux de la métropole (Aranda Mata 1942).

### Fonctions des *interventores*

Selon le traité franco-espagnol du 27 novembre 1912, la principale mission des *interventores* consistait à contrôler le comportement des autorités marocaines mais, du fait qu'il n'existait pas de délégation des services techniques dans les *cabilas*, ils se virent contraints à remplir toutes sortes de fonctions. À ce propos, la *Memoria* du Haut-commissariat de 1930 signalait :

« Dans la CAMPAGNE RIEN NE LEUR ÉCHAPPE [aux *Intervenciones*] NI RIEN NE SE FAIT SANS ELLES [...]. C'est pourquoi il est difficile de définir exactement leur intense gestion, dont on ne sait pas bien souvent où elle commence et où elle finit » (Pita 1933 : 17).

Les organismes qui dirigeaient l'intervention tentèrent de prévoir et de cataloguer toutes les fonctions et attributions des *interventores*, comme le prouvent les nombreuses circulaires internes qu'ils émirent à ce sujet ; cependant, ils n'obtinrent pas les résultats escomptés et il leur fallut reconnaître qu'elles se profileraient avec la pratique et signaler que les *interventores* trouveraient avec la « création générale de l'unité de doctrine » ce dont ils avaient besoin pour « mener leur action comme il se doit » (Inspección General de Intervención y Fuerzas Jalifianas 1928 : 147). À cause de ce manque de précision, les *interventores* s'orientèrent le plus souvent selon leur propre critère et la politique coloniale espagnole s'en ressentit gravement.

Leurs principales fonctions consistaient à veiller à la correcte application de l'action gouvernementale et de l'administration de justice, garantir la sécurité des personnes et des propriétés, obtenir des informations politiques, économiques, administratives, etc., pour les transmettre au Haut-commissariat, surveiller l'administration des biens makhzen et habous, collaborer à l'exaction d'impôts, collaborer au développement de la politique sanitaire et éducative, promouvoir le développement économique et le bien-être de la population, réaliser les travaux d'utilité publique qui étaient à leur portée et faire en sorte que les dispositions du Makhzen khalifien soient accomplies (López Oliván 1931 ; Torres Escobar 1980 ; Villanova 2006). Il ne faut pas oublier cependant que la DAI leur rappela avec insistance que le principal objectif devait être l'action politique pour assurer l'avenir du protectorat et, par conséquent, la présence espagnole. Juan Casas Morá (1949 ; 154), responsable de la section « Politique et Intervention » de la DAI, alla même jusqu'à déclarer que « tout le reste ne sont que des ornements de cette présence pour la rendre plus facile et efficace ».

Outre les obligations précédentes, les *interventores* devaient en accomplir une autre tout à fait transcendante : celle d'informateur, comme le remarqua la DAI en 1932 :

« La mission de l'*interventor* est très importante dans tout ce qui a déjà été mentionné [...] mais ce qui prime par-dessus tout est l'information [...]. Un Officier d'*Intervenciones* ou un *Interventor* civil est avant tout un informateur (Delegación de Asuntos Indígenas 1935 : 72).

L'*interventor* était le dernier maillon de la structure coloniale, celui qui était en contact direct avec la population et le territoire de la *cabila*. Malgré ce rôle central, il faut remarquer que la connaissance de la langue arabe ou rifaine était très limitée<sup>14</sup>. Sa prétendue connaissance de l'état et des

14. Jusqu'en 1954 la connaissance des langues marocaines, spécialement l'arabe, donnait une préférence pour obtenir une affectation, mais ceci n'était pas une condition indispensable pour être nommé responsable des bureaux des tribus. Dans les deux dernières années du protectorat, le Haut-commissariat essaya d'affronter avec plus de détermination le problème de l'apprentissage de la langue

besoins les plus impérieux de la population en faisait le principal point de repère du Haut-commissariat. L'information était indispensable pour « contrôler » convenablement les autorités marocaines, mais les rapports de l'*interventor* devaient aussi fournir les données nécessaires sur le climat politique général et l'état économique et social, pour que le Haut-commissariat dispose des éléments nécessaires pour profiler les grandes lignes de la politique coloniale, éviter tout ce qui pourrait mettre en péril la présence espagnole et fixer les priorités de son action.

En règle générale, l'information devait couvrir tous les aspects. Le *Manual para el Oficial del Servicio de Intervención en Marruecos* de 1928 soulignait : « Aucune nouvelle n'est négligeable même si elle semble insignifiante » (Inspección General de Intervención y Fuerzas Jalifianas 1928 : 9). Même si l'*interventor* pouvait considérer dérisoires certains détails, leur somme pouvait permettre aux supérieurs de se former une idée complète de la zone.

Pour obtenir l'information, la DAI considéra qu'elle ne pouvait pas établir de règles fixes mais, cédant à la nécessité de systématiser la façon de l'obtenir, elle élaborait une série d'orientations qui serviraient de guide aux *interventores*. Ceux-ci pouvaient recueillir des renseignements de façon directe, au cours des rondes qu'ils devaient effectuer dans la *cabila* et par les interrogatoires, ou indirecte, à travers des conversations avec les autorités de la *cabila*, notables, personnel du bureau, *cabileños*, confidentiels, etc.<sup>15</sup>. Par conséquent, certains acteurs locaux participaient indirectement à cette construction du rapport colonial. Soit, par exemple, avec la diffusion de rumeurs par les partisans d'un notable afin d'attaquer le prestige d'un autre notable ; soit pour obtenir un poste ou profiter de l'occasion pour se venger d'anciennes rivalités de sang (Mateo Dieste 2003 : 201-204)<sup>16</sup>.

Dans le but d'ordonner et de réglementer l'envoi des renseignements, les services responsables de l'intervention établirent une série de modèles de feuilles et de résumés que l'*interventor* devait faire parvenir au bureau central correspondant. En 1925 fut créée la première « Hoja Diaria de Información », qui consistait en un « résumé des événements et des services de toutes sortes rendus par les *Intervenciones* pendant la journée » et les

---

arabe, pas le rifain. Et pour pouvoir être nommés responsables de bureau, les aspirants devaient avoir réussi les cours du *Centro de Estudios Marroquíes* de Tétouan. Néanmoins, la mesure arrivait trop tard et nombre des contrôleurs ne parvinrent pas à la maîtriser, ni à acquérir un niveau acceptable. Dans la plupart des cas, ils dépendaient des interprètes dans leurs relations avec les Marocains (VILLANOVA 2009).

15. Par exemple : INSPECCIÓN GENERAL DE INTERVENCIÓN Y FUERZAS JALIFIANAS (1928), DD. AA. (s.a.), et AGAE *Cajas* M-1.223, M-1.250 et M-1.670.

16. Voir un cas de la région orientale : « Ficha de Hach Abdelkader ben Caid Al-lal ben Si Mohand, Intervención Comarcal de Kelaia, Segangan, 1943 », dans AGAE *Caja* 2275.

impressions de l'*interventor*<sup>17</sup>. De plus fut créé un « Resumen Mensual de Situación », qui était un abrégé des feuilles quotidiennes, auquel étaient ajoutées d'autres données recueillies par l'*interventor* pendant le mois (inventaire de biens, statistiques sanitaire et agricole, etc.) et un point consacré aux innovations ou aux réformes politiques et administratives qu'il considérait nécessaires. Ces deux documents contenaient les principaux renseignements que l'*interventor* transmettait à la DAI. Il envoyait aussi le « Resumen Semestral de Situación » et, tous les trois mois, les mémoires des services sanitaires, médicaux et vétérinaires<sup>18</sup>.

Comme complément à ces documents, les *Intervenciones* régionales élaborèrent également des vademécums de leurs régions respectives et les *interventores* de *cabila* réalisèrent des monographies et des études économiques et sociales de ces régions.

### Production de la connaissance des *cabilas*

En 1912, les autorités espagnoles disposaient de très peu d'informations sur le territoire et la société de la zone, et spécialement de la région du Rif qui était pratiquement inconnue. Pour résoudre ce problème, à mesure que les troupes espagnoles avançaient, les militaires chargés de l'intervention recueillaient des informations pour les transmettre au Haut-commissariat. Durant les premières années, certains officiers réalisèrent des études monographiques de certaines des *cabilas* occupées du Rif oriental, mais le « désastre » d'Anoual interrompit ces activités. Quelques-uns de ces rapports, effectués avant la grande révolte de 1921, étaient beaucoup plus riches et détaillés que les rapports élaborés dans les années suivantes : ils présentaient des informations de grand intérêt (de nombreux noms et spécificités locales en rapport avec la description géographique, politique, économique, socioculturelle et religieuse, et en rapport avec l'action espagnole dans le domaine de la justice et de la santé) et indiquaient la réalisation d'un petit travail sur le terrain entre informateurs de la zone (notables et, tout particulièrement, personnel marocain du bureau)<sup>19</sup>.

Il n'apparaît pas clairement pourquoi certains de ces rapports sont plus riches et détaillés que d'autres réalisés plus tard, mais nous avançons

17. AGAE *Caja* M-1.223 et INSPECCIÓN GENERAL DE INTERVENCIÓN Y FUERZAS JALIFIANAS (1928 : 157-159). Les sections de la « Hoja Diaria de Información » étaient : souks (assistance, arrêtés publiés, recette, prix des produits, quantités entrées), événements (toutes sortes d'incidents et fêtes d'importance), entrevues, entrée de personnes dans la *cabila*, armement recueilli, entrée et sortie de détenus, services et parcours, propositions de l'*interventor* sur tous les sujets concernant sa gestion ou les améliorations dans les *cabilas*, et information sur d'autres *cabilas* ou la zone française.

18. Deux types du « Résumé Mensuel » se trouvent dans INSPECCIÓN GENERAL DE INTERVENCIÓN Y FUERZAS JALIFIANAS (1928 : 159-160) et AGAE *Caja* M-1.216.

19. Plusieurs de ces mémoires se trouvent dans AGAE *Cajas* MK-8 et 18.

quelques hypothèses qui pourraient en expliquer la cause. En premier lieu, nous pensons que ces premiers *interventores* étaient plus motivés que leurs successeurs : il s'agissait de jeunes officiers qui développaient leur activité en territoires pratiquement inconnus (Doménech Lafuente 1946) et ces travaux, fondamentaux pour l'action coloniale, pouvaient leur permettre de monter en grade. De même, la précarité des premiers bureaux ne leur permettait pas de compter sur un quelconque ouvrage de la mince bibliographie publiée à l'époque sur ces *cabilas* ; ce qui faisait que les études devaient se réaliser directement sur le terrain. D'autre part, l'absence de questionnaires qui orientaient ce type de rapports permit que leurs auteurs abordent des sujets qui, postérieurement, ne leur étaient plus demandés. Et, pour finir, la multiplication des tâches bureaucratiques, à mesure que la tâche « protectrice » avançait, et le sens de la commodité de certains *interventores* ne facilitaient pas la réalisation de rondes assidues à travers les *cabilas* (Doménech Lafuente 1948 ; Casas Morá 1949). C'est pourquoi beaucoup des travaux postérieurs se sont limités, dans certains cas, à copier des paragraphes de travaux d'auteurs français<sup>20</sup>.

En octobre 1926, devant la fin prévisible du conflit, le Haut-commissariat décida d'orienter l'élaboration d'études lui permettant de connaître les *cabilas* pour pouvoir développer la politique coloniale et l'*Inspección General de Intervención* du Haut-commissariat, qui siégeait à Tétouan, édita le *Cuestionario sobre kabilas* dans lequel étaient précisées les informations que devaient réunir et transmettre les *interventores* (*Inspección General de Intervención y Tropas Jalfianas* 1926). Pour sa part, l'*Oficina Central de Intervención* de Melilla publia le *Cuestionario sobre las kabilas* comprenant les mêmes points mais qui les développait de façon légèrement différente (*Protectorado de España en Marruecos* s.d.). Il ne faut pas oublier que la juridiction de l'*Oficina Central* de Melilla s'étendait sur les *cabilas* du Rif présentant une structure d'organisation interne différente de la région occidentale.

Une comparaison au hasard des textes nous permet d'affirmer que le *Cuestionario sobre kabilas* de l'*Inspección General* est presque une copie littérale du « Questionnaire sur la société berbère » que diffusa le général Lyautey dans une circulaire de 1914 dans l'objectif de connaître la société tribale marocaine<sup>21</sup>. Il est bien connu que Lyautey encouragea l'étude de la culture berbère suivant le modèle algérien de Kabylie, pour faciliter la domination et l'assimilation d'une partie importante de la population. En 1915, il créa le Comité d'études berbères dans le but de renforcer une

20. Des idées d'Édouard Michaux-Bellaire et Georges Salmon, ou de l'œuvre *Le Maroc Inconnu* d'Auguste Mouliéras, se trouvent dans des mémoires de *cabilas* de Djebala, réalisées à partir de 1926. Voir AGAE Caja MK-7. Michaux-Bellaire et Salmon avaient publié des articles et monographies de villes et de tribus de la zone nord-occidentale du Maroc aux *Archives Marocaines*, depuis 1904.

21. Circulaire n° 213 DR2 du 15 juin 1914. Voir « Les tribus marocaines pendant le Protectorat » sur <<http://www.diplomatie.gouv.fr>>.

connaissance solide de la langue pour ceux dont on supposait qu'ils seraient plus rebelles aux instances centrales du pouvoir, comme la nouvelle administration coloniale (Lafuente 1999 : 54-57). Le texte des questionnaires espagnols de 1926 coïncide presque mot pour mot avec celui publié en 1915 dans *Les Archives Berbères*<sup>22</sup>. Le fait que les personnes chargées de générer la connaissance tribale dans la zone espagnole copient littéralement le modèle de questionnaire berbère, sans en citer la source à aucun moment, démontre l'absence d'une politique claire et surtout d'une institution de caractère scientifique qui peut générer légitimement ce type de connaissance. Il faudra attendre un certain nombre d'années pour qu'une institution avec ce profil soit créée en Espagne, l'*Instituto de Estudios Africanos* (1945-1977), subventionnée par la politique franquiste. Le paradoxe de ce plagiat est que, outre le fait qu'il abonde dans le sens de la puissance rivale au Maroc, il utilisait un modèle de connaissance de la tribu pensé depuis une politique berbère et pour d'autres régions *imazighen*, alors que l'objet d'étude du *Cuestionario de kabilas* de 1926 était des tribus aussi bien arabophones que rifaines. De plus, l'Espagne ne mit jamais explicitement en place une politique délibérément berbère, malgré les tentatives de certains *interventores* comme Emilio Blanco Izaga, l'un des seuls qui recueillit une information remarquable d'utilité ethnographique dans le Rif central afin de promouvoir une politique berbérophile à la manière française<sup>23</sup>.

Cependant, la connaissance des responsables de l'*Intervención* de la réalité interne des *kabilas* du Rif était plutôt limitée et confuse, principalement parce qu'elle reproduisait de façon acritique le modèle français importé d'Algérie et inspiré principalement dans le classique de Hanoteau et Letourneux (1893). Dans la section sur la guerre, l'*Oficina Central* de Melilla sollicite des informations autour du *zof* — « Zof dans la même famille, sous-fraction et fraction [...]. Si les zof mécontents constituent un contrepoids à l'autorité des notables [...]. Constitution des lefs [...] » (Protectorado de España en Marruecos s.d. : 17) —, concept qui apparaît aussi dans le questionnaire français de 1914, qui se centrait sur d'autres zones *imazighen*. À ce sujet, il faut rappeler que les termes *suff* ou *leff* font référence à une forme d'alliance politique de factions, intra- ou intertribales et que les différents noms correspondent aux variantes régionales de ce système de factions. Le plus surprenant est que le terme *suff*, qu'utilisent les questionnaires français et espagnols, vient de Kabylie algérienne et définit surtout les alliances entre familles et lignages. Dans le Haut-Atlas et l'Anti-Atlas marocain ont été recensés les termes *amqqun* et *leff* (Berque 1978 ; Montagne 1989 ; Lakhsassi & Tozy 2002), alors que dans le Rif central, Hart (1976 : 313-322) trouve le terme *liff*, pour la zone orientale Jamous

22. Voir « Questionnaire sur la société berbère », *Les Archives berbères*, Publication du Comité d'Études berbères de Rabat, [1915-1916] 1987, pp. 11-20.

23. HART (2000) a arraché à l'oubli ses remarques sur l'organisation tribale et ses compilations du *qanun* de plusieurs tribus du Rif.

(1981 : 161-174) observe une variante phonétique, *riff*, et Seddon (1979 : 98-102) mentionne l'usage de *leff* dans une tribu arabophone de la même zone. En aucun cas, ces auteurs ne mentionnent l'existence de *suff* comme étant des alliances à un niveau inférieur.

Ces deux questionnaires demandaient de nombreux renseignements sur l'organisation sociale des *cabilas*, mais insistaient aussi sur des questions en rapport avec l'occupation militaire, les mouvements de troupes (inondations, importance militaire des voies de communication) ou le maintien de la sécurité (quantité d'hommes, relation avec les *cabilas* voisines, les *harkas* et leur commandement, les contributions et autres coutumes pour la guerre et la connaissance des notables et des autorités) ; un bon exemple d'un autre objectif de ces questionnaires.

Grâce aux renseignements recueillis dans les réponses des questionnaires, les *interventores* élaborèrent de nombreux rapports sur les *cabilas*<sup>24</sup>, bien que de façon irrégulière et de qualité inégale. Les premiers rapports dactylographiés, parus en 1926 et 1927, furent réunis dans un volume ayant pour titre *Kabilas de la Zona de Protectorado Español* (Inspección General de Intervención y Tropas Jalfifianas 1927). Ce travail reçut les éloges de la section militaire de la *Dirección General de Marruecos y Colonias* — l'organisme qui depuis la présidence du gouvernement espagnol était chargé de diriger la politique coloniale — le résultat démontrant « une profonde étude et une grande application ». Le volume ne contenant pas de rapports sur toutes les *cabilas*, la section militaire recommanda donc de le compléter et de le perfectionner le plus rapidement possible<sup>25</sup>. Le volume contient des rapports sur 45 *cabilas* et l'*Inspección General* justifiait le manque de certaines d'entre elles en argumentant que « de par leur situation spéciale, on n'avait pas encore obtenu d'informations à leur sujet ». Il est curieux de constater qu'il manque les rapports de *cabilas* soumises en 1926 (Beni Hozmar, Beni Ziat, Beni Sechyel ou Beni Buzera) alors qu'on en trouve qui correspondent à d'autres, dominées en 1927 lors de la dernière offensive militaire (Sumata ou Beni Scar) (*ibid.*). Il semble que l'élaboration de ces rapports dépendait en grande mesure de l'attitude de l'*interventor* de chaque *cabila*.

Malgré les félicitations de la *Dirección General*, les rapports offrent une information inégale, selon l'attitude et la capacité de leurs auteurs, du manque de formation préalable des *interventores*<sup>26</sup>, du degré de collaboration des autorités marocaines et de l'existence de documentation antérieure.

24. Beaucoup de ces mémoires se trouvent à l'AGAE *Cajas MK* et à la *Biblioteca Nacional. Sección « África »*. Les *Cajas MK* de l'AGAE renferment plus de 270 documents différents (mémoires, annuaires, *vade-mecums*, exercices réalisés par les élèves de l'Académie d'*Interventores*, transcriptions de conférences, monographies de fractions, études de souks, etc.) d'un grand intérêt.

25. AGAE *Caja M-151*.

26. À cause de l'ignorance de l'organisation interne des *cabilas*, un *interventor* de Ulad Settut confondait *yemaas* et fractions. Voir SEDDON (1978).

Elles étaient en général inspirées de travaux d'auteurs français, bien que de qualité inférieure, souvent peu structurées et sans systématisation et contenaient de nombreux clichés ainsi que des prises de position morales (Driessen 1992). La simple copie de formules générales dans les points concernant les coutumes, les pratiques religieuses, la propriété de la terre, etc., n'apportait rien à la connaissance spécifique des *cabilas* ou de leur organisation sociopolitique (Mateo Dieste 2003).

Pour illustrer le niveau de ces travaux, nous citerons deux exemples où il est question de la description des limites des *cabilas* et de la cartographie qui les accompagnait. Alors que certains *interventores* se contentèrent de citer les *cabilas* limitrophes, celui de Beni Iteft décrivit ses limites dans les moindres détails (Inspección General de Intervención y Tropas Jalifianas 1927). Cet *interventor* reconnaissait que la *cabila* était en possession de documents qui précisaient ces limites et qu'il était possible que la description d'autres *cabilas* ne soit pas aussi précise si de tels documents n'existaient pas. En ce qui concerne la cartographie qui devait accompagner ces rapports — calques de cartes militaires E. 1 : 100.000 et 1 : 150.000 —, certains *interventores* n'ajoutèrent aucune carte alors que d'autres, au contraire, ne se limitèrent pas à inclure le croquis topographique sinon qu'ils illustrèrent leur travail par plusieurs cartes thématiques reflétant les relations politiques au sein de la *cabila*, les communications, etc.<sup>27</sup>.

Conformément aux exigences de la *Dirección General de Marruecos y Colonias*, de 1928, d'autres rapports furent élaborés et ceux qui avaient déjà été rédigés furent complétés par de nouvelles données : situation des positions militaires, état du désarmement, possibles améliorations sur les voies de communication, etc. Cependant, les *interventores* travaillaient de façon tellement irrégulière qu'en mars 1929 tous les rapports n'avaient pas encore été envoyés à Madrid<sup>28</sup>.

Comme nous l'avons signalé, ces rapports constituèrent une source d'informations fondamentale pour le Haut-commissariat, mais aussi pour les futurs *interventores* envoyés dans les *cabilas*. Même si la plupart des renseignements qu'elles contenaient étaient loin d'être rigoureux ou n'avaient plus de valeur, quelquefois elles représentaient pourtant le seul matériel dont pouvaient disposer les nouveaux *interventores* pour arriver à connaître la *cabila* dont ils avaient la juridiction.

En plus des deux questionnaires cités, l'*Inspección General de Intervención* en élaborait un autre plus réduit en 1926 — avec un espace destiné aux réponses de six pages seulement — et un contenu également différent. Il était demandé des renseignements sur la situation géographique de la *cabila*, sa superficie et ses limites, la dénomination des différentes zones, *djemaas* et hameaux de chacune d'elles, physionomie générale du territoire, description des principaux chemins, nombre d'habitants, origine ethnique,

27. Sur la cartographie élaborée par les *interventores*, voir VILLANOVA (2010).

28. AGAE *Caja* M-151.

langue, économie et commerce, armement recueilli et celui que l'on soupçonne être caché, le nom des autorités en fonction (caïds, califes, cadis, amins), les autres notables, date de soumission et résumé historique de la *cabila*, *zauias* importants et observations<sup>29</sup>. Au vu des questions et de l'espace réservé aux réponses — plus de la moitié concernait la description géographique, la description des chemins, l'histoire et les observations réalisées par l'*interventor* —, il semble évident qu'avec ce nouveau questionnaire, l'*Inspección* voulait obtenir des renseignements sur les *cabilas* dans l'objectif d'assurer leur domination.

Une nouvelle série incomplète de rapports de *cabilas* s'élabora sous la II<sup>e</sup> République. Ils présentent vingt-sept points, dont la plupart coïncident avec ceux des rapports de la période 1926-1928, un quart d'entre eux s'intéressant aux aspects économiques, et des nouveaux qui précisent les perceptions d'impôts, les besoins de la *cabila* à tous niveaux, la trajectoire des autorités marocaines ou l'opinion de l'*interventor* sur l'état de la pacification et de la soumission du Makhzen khalifien. Les résultats de l'action de protection commençaient ainsi à être étudiés<sup>30</sup>.

En 1940, peu après l'issue de la Guerre civile espagnole, le Haut-commissariat publia un questionnaire ethnologique, linguistique et archéologique dans le but d'augmenter ses connaissances des *cabilas* dans ces domaines (Alta Comisaría de España en Marruecos 1940), mais nous n'avons pas trouvé de travaux des *interventores* répondant à ces questions. Il est possible que ces questionnaires restèrent au stade de projet car, dans ces années-là, le *Servicio de Intervenciones* passa par une époque de négligence inquiétante — selon Tomás García Figueras (s.d.), délégué des Affaires indigènes dans les années 1950 — et la formation des *interventores* laissait plutôt à désirer.

Ce questionnaire offre une nouveauté intéressante. À la différence des précédents, il reflète, d'une certaine façon, une plus grande visibilité de la connexion entre le pouvoir politique, contrôlé par le national-catholicisme après la Guerre civile, et la nécessité de compter sur un appareil « científico-ideológico » qui légitime l'action coloniale. La rédaction du questionnaire montrait les mêmes lacunes « scientifiques » de l'africanisme espagnol, en dépit de l'existence d'un arabisme puissant davantage concentré sur l'étude du passé islamique espagnol et partageant les mêmes idées coloniales que bien des grandes figures de ce passé<sup>31</sup>. De toute façon, l'auteur de la partie ethnologique du questionnaire n'était ni ethnologue ni même africaniste. Sa façon d'aborder la question dénote l'*ethos* dominant dans l'« académie » de ce début d'ère franquiste, à savoir un souci d'affirmer la supériorité spirituelle des hispaniques et le recours paradoxal à un modèle « racialement » à

29. Beaucoup de réponses à ce questionnaire se trouvent dans AGAE *Cajas* MK.

30. Voir beaucoup d'exemples dans AGAE *Cajas* MK.

31. Sur le rôle des arabistes espagnols dans cette période, voir LÓPEZ GARCÍA (1990) et MARÍN (1999).

double tranchant. D'une part étaient reproduits les mythes raciaux au sujet des traits et du caractère des peuples, en indiquant la supériorité des Espagnols. D'autre part, étaient menées à bien des études et des rhétoriques selon lesquelles il existait une proximité entre les Hispaniques et les Nord-Africains, principalement dans le but de justifier la légitimité de l'occupation coloniale. Ainsi, contrairement aux questionnaires précédents, un paragraphe sur les « caractères physiques » est inclus. Les items suivent les règles du « racialisme » canonique : caractères somatiques, couleur des cheveux, de la peau, des yeux, et existence de « types ». Cela ne signifie pas que les rapports de *cabila* antérieurs ne contenaient pas de références « raciales », bien au contraire : l'identification de la population de la *cabila* en tant qu'arabe ou berbère apparaissait dans la plupart des rapports et le paradoxe de la ressemblance physique entre colonisateurs et colonisés y était déjà présent. Nous pouvons ajouter qu'à cette époque certains travaux d'anthropologie physique furent menés à bien, juste au moment où le paradigme commençait à reculer dans l'Europe de l'Après-guerre (González Gimeno 1946 ; Cola Alberich 1947, 1953).

Par ailleurs, le questionnaire de 1940 abordait de façon profonde de nombreux thèmes, regroupés différemment que dans les questionnaires antérieurs et il donnait plus d'importance au détail et au besoin de recueillir des données de culture matérielle : logement, vie économique, cultures, moyens de transport, sociétés agricoles, alimentation, habillement, industries, artisanat, arts plastiques, instruments de musique, naissance, mariages, vie politique, enseignement et littérature, sépulture, religion, vie spirituelle non islamique (croyances dans les *jinnns*, le mauvais œil, la malédiction, la sainteté (ou *baraka*), réminiscences berbères et romanes dans le rituel, et objets de superstition et de culte. On remarque donc le peu d'importance des thèmes de structure, d'organisation et de vie politique qui n'apparaissent que dans une section par rapport à la grande quantité de thèmes qui traitent des mœurs et qui illustrent l'objectif de collectionner et d'accumuler le plus grand nombre d'objets possibles. Il s'agissait de recueillir « tout ce qui est typique du Maroc et qui est en voie de disparition » (Alta Comisaría de España en Marruecos 1940 : 13). En réalité, le questionnaire ethnologique n'était pas un mécanisme destiné à mieux connaître pour mieux dominer mais un outil pour la légitimation et l'exhibition, car c'est à partir de cette époque que se construisent en Espagne des pavillons coloniaux sur le Maroc. À Barcelone et Valence sont réalisées des exhibitions du Maroc colonial où la population espagnole se promène parmi les « indigènes » et observe les bienfaits de l'action protectrice.

Dans les années 1940, les *interventores* continuèrent à élaborer des études sur les *cabilas* mais toujours de façon désordonnée. Ces travaux de contenus très variés semblent être le résultat d'initiatives personnelles car on n'a pas trouvé de documents réclamant leur réalisation. La principale nouveauté de ces travaux consiste en la grande quantité de données d'ordre économique qu'ils contenaient (superficies cultivées, récoltes, recettes des

impôts, etc.) et qui étaient représentées parfois par des graphiques très élaborés<sup>32</sup>.

Pour finir, en 1952, la DAI publia un autre questionnaire dans lequel dominait la recherche de renseignements d'ordres économique et social. Cette décision devait être motivée par les projets de revalorisation qui furent entrepris dans la dernière phase du protectorat et concrètement dans le cadre du plan quinquennal d'octobre 1952. Le questionnaire ne comprend que deux pages consacrées aux questions sur le milieu physique et la population (données démographiques, état et coutumes sanitaires) ; alors qu'il demande beaucoup d'informations sur le régime agraire et la production en général, sur la situation de l'enseignement et les conditions de vie de la population, et contient un chapitre — « Plans d'exécution viable et immédiate » — dans lequel l'*interventor* devait faire des propositions en vue d'améliorer les conditions de vie dans la *cabila* (zones irriguées, plantations, assainissements, promotion agricole, reboisement forestier, ouvertures et améliorations d'écoles, ouverture et entretien de voies de communication, conservation d'édifices ayant une valeur artistique, etc.). Les propositions devaient être accompagnées d'un calendrier d'interventions périodiques et de croquis simples (Delegación de Asuntos Indígenas 1952).

Bien que les aspects économiques prédominaient sur les autres, le questionnaire réclamait aussi des informations en rapport avec l'organisation traditionnelle comme par exemple les différents régimes de propriété de la terre et leur importance, le type d'exploitations agricoles, les relations contractuelles, le régime des eaux, la réglementation traditionnelle de son utilisation et les sanctions en cas de non respect de ces règles ou l'organisation du système d'irrigation. La majorité des informations étaient centrées sur des sujets économiques. Seulement, la petite section « État social » — où étaient demandés des renseignements sur la présence d'organes sociaux et religieux sur le territoire de la *cabila*, sur les confréries ou l'éthique et la moralité des habitants — échappait à cette orientation. Il faut remarquer par ailleurs que, contrairement aux autres questionnaires, la notion de « classes sociales » est mentionnée — « Comment les différentes classes sociales réussissent-elles à satisfaire leurs besoins pour vivre [...] » (*ibid.* : 14) —, une circonstance peu habituelle dans les études espagnoles sur le contexte rural du Maroc de l'époque. Mais le questionnaire révèle avant tout un projet de dynamisation des zones rurales à un moment où apparaît le nationalisme urbain, qui prétendait que les progrès économiques des zones tribales se concrétisaient en une amélioration de la vie matérielle et dans le renforcement du clientélisme avec l'élite locale des notables, comme l'illustre le point consacré à l'enseignement : « Préparation scolaire des enfants doués pour en faire le moment venu des dirigeants marocains » et « attention spéciale pour les fils de Caïds et de Notables » (*ibid.* : 19).

32. Voir des exemples dans AGAE *Cajas* MK.

Les travaux émanant de ce questionnaire contiennent habituellement de nombreuses cartes, des graphiques et des statistiques qui dénotent une connaissance plus profonde de la réalité des *cabilas*, fruit de l'expérience et de l'information accumulées tout au long de ces années et des efforts réalisés par Tomás García Figueras à partir de sa désignation comme délégué des Affaires indigènes en 1952. Malgré son intention de doter le service de l'efficacité nécessaire, il n'obtint pas les objectifs prévus. À titre d'exemple on peut remarquer que le travail réalisé par l'*interventor* de Beni Ider, en 1954, reproduit les mêmes cartes que celles réalisées par l'*interventor* envoyé dans cette *cabila* en 1932<sup>33</sup>.

En général, le niveau de ces travaux fut plutôt médiocre car la plupart des *interventores* ne réussirent pas à atteindre une large connaissance de la réalité marocaine à cause de leur faible et insuffisante formation et au manque de contact direct avec la population, rétive à collaborer avec les agents du protectorat. Leur connaissance de la société rurale était farcie d'erreurs empiriques, de préjugés et de simplifications et la plupart des travaux furent une réplique du modèle colonial français : reproduction d'une analyse de la société locale basée sur des binômes schématiques qui opposaient Arabes et Berbères, islam orthodoxe et islam populaire, tribus du Makhzen et tribus du *siba* ; et une reproduction des stéréotypes sous-jacents dans les relations hispano-marocaines, comme la saleté du Marocain, son caractère cruel et traître, son fatalisme ou sa superstition. Mais, sous ce voile de maurophobie existait une rhétorique paternaliste qui définissait le Marocain comme un frère inférieur et étaient évoqués à de nombreuses reprises des liens historiques et « raciaux » (Cohen 1999 ; Mateo Dieste 2003).

Les œuvres d'un petit nombre d'auteurs tels que Víctor Ruiz Albéniz, Mauricio Capdequý y Brieu, Emilio Blanco Izaga ou Valentín Benítez Cantero sont d'une autre sorte et apportèrent des points de vue plus rigoureux et équilibrés (Hart 1999a). Mais dans cette sélection d'auteurs il n'y a que peu d'*interventores* : Blanco Izaga, déjà cité, pour ses travaux sur le Rif central et Benítez Cantero pour ses travaux sur la Djebala<sup>34</sup>. Blanco Izaga (1939) publia une œuvre monographique sur le droit rifain, dont l'objectif était de montrer l'importance du maintien de l'indépendance du monde berbère devant l'intromission de l'arabe qu'il considérait comme une véritable contamination. Malgré leur qualité, ces auteurs ne manquèrent pas de reproduire une fois de plus les clichés d'investigation des modèles dont ils s'inspirèrent, Robert Montagne dans le cas de Blanco Izaga, et Michaux-Bellaire dans celui de Benítez Cantero (Hart 1999b)<sup>35</sup>. C'est malgré tout à

33. Ces ouvrages se trouvent dans AGAE *Cajas* MK-4 et 12.

34. Par exemple, BENÍTEZ CANTERO (1946, 1950, 1951, 1952a). En outre, BENÍTEZ CANTERO (1952b) a écrit un manuel de sociologie marocaine ; un ouvrage assez intéressant étant donnée la peu abondante littérature espagnole de l'époque sur ce sujet.

35. Sur les études ethnographiques des militaires espagnols au Maroc colonial et le « Sahara espagnol », voir BENJELLOUN (2001) et LÓPEZ BARGADOS & MATEO DIESTE (2005).

ces deux *interventores* que nous devons les contributions de para-ethnologie coloniale les plus intéressantes, certaines d'entre elles inspirées par d'autres — comme c'est le cas de la compilation de droit rifain de Blanco Izaga (1939)<sup>36</sup> —, mais certaines pratiquement inédites comme les chansons des djebala recueillies par Benítez Cantero. Ce travail constitue un document de la culture orale marocaine où les chansons des jeunes de Beni Aros nous apportent la vision marocaine du protectorat et d'événements aussi remarquables que la Guerre civile espagnole<sup>37</sup>.

De nombreux autres *interventores* écrivirent aussi des études sur les *cabilas*, mais elles étaient faussées par la perspective militaire africaniste ou franquiste. C'est le cas par exemple des travaux sur la société paysanne de Djebala écrits par Gonzalo Gregori (1937a, b, 1942) ou les *shurfâ'* de José Rodríguez Erola (1952). Mais l'un des thèmes privilégiés de cette para-ethnologie des *interventores* fut celui des confréries musulmanes, leur rôle dans les zones tribales et leur relation avec le nationalisme. Malgré leur motivation clairement politique, ces travaux donnèrent d'intéressantes monographies (Padilla 1930 ; Uriarte 1930 ; Maldonado Vázquez 1932, 1950, 1951). Il convient de mentionner spécialement Tomás García Figueras qui fut capitaine *interventor* à Beni Aros et gravit les échelons de la hiérarchie jusqu'à occuper le poste de délégué des Affaires indigènes, où il devint le véritable père de la politique « indigène » dans l'étape finale du protectorat. García Figueras (s.d.) écrivit toute une série de directives qu'il envoya aux *interventores* dans le but de dessiner une politique tribale malgré ses limites et les probables plagiat dans sa vaste production « marocainiste », elle représente le plus grand effort de construction d'une politique et de connaissance de la société du nord du Maroc (García Figueras 1926, 1928, 1939, 1953 ; García Figueras & de Roda Jiménez 1950 ; García Figueras & Fernández Llébrez 1955).



L'analyse des rapports élaborés par les *interventores* du protectorat espagnol du Maroc nous permet d'observer la relation existant entre un contexte politique changeant et les formes de construction d'une connaissance coloniale de la part d'agents qui, en principe, devaient offrir une image de première main différente de la politique des bureaux. Mais souvent cette information prétendument privilégiée se transformait en une standardisation entravée par l'incertitude politique. Dans la pratique, l'adaptation singulière du modèle français des gestionnaires espagnols est un exemple des énigmes de l'action coloniale et de l'imitation paradoxale de l'ennemi politique direct présent

36. Voir l'édition fac-similé de MOGA ROMERO & BRAVO NIETO (2000 : 269-471).

37. Voir « Algunas Canciones de Beni Aarós ». Ce document se trouve dans AGAE Caja MK-1.

dans la zone<sup>38</sup>. Mais malgré cette circonstance qui faisait des personnages comme Lyautey un exemple à suivre pour les *interventores* (González Alcantud 2003 : 132-157)<sup>39</sup>, les pratiques et les rhétoriques coloniales espagnoles présentaient une remarquable singularité. La lutte entre la démonstration de la supériorité du protecteur, apparaissant dans les documents consultés à l'administration des *Intervenciones*, qui ne peut accepter le Marocain comme un égal et une rhétorique marquée par la conviction d'une proximité géographique et historique, et « raciale ». Dans les rapports des *interventores*, le Marocain est un sauvage primitif, qui, en même temps, ressemble à n'importe quel quidam se promenant dans les rues en Espagne.

Tout cela nous permet d'observer que les mécanismes d'élaboration des rhétoriques et des discours coloniaux sont souvent pris entre les tenailles des impératifs administratifs et des logiques bureaucratiques, comme le démontrent les incroyables paradoxes que nous avons analysés dans les formes d'élaboration des rapports de *cabila* et les directives qui y étaient rattachées. Dans ce processus, ceux qui concevaient les études et ceux qui étaient chargés de les réaliser interagissaient en construisant simultanément un langage et un ensemble d'étiquettes qui classifiaient la population et ses institutions, non pas à partir d'une observation, mais à partir de ce qu'il était espéré observer. Ainsi, l'analyse des questionnaires de tribus, réalisés tout au long du protectorat, révèle différentes étapes durant la micro-histoire coloniale : les premiers rapports cherchent à obtenir une connaissance générale et principalement d'intérêt géopolitique du territoire (armement, disposition stratégique, identification des chefs), alors que les rapports postérieurs s'orientaient vers des objectifs de développement économique, qui échouèrent tous dans l'ensemble, et vers la construction d'une image de la tribu de plus en plus centrée sur les mœurs et le folklore, voulant enfermer les zones rurales dans le discours de la tradition face au développement du nationalisme urbain et voulant obtenir le soutien du monde campagnard, où les *interventores* et les notables défendaient le maintien du *statu quo*. Au niveau des rapports journaliers et des services secrets, y étaient reléguées les informations politiques d'espionnage et les fiches de renseignements concernant

38. Les deux premiers volumes de la collection « *Biblioteca del Interventor* », édités par la DAI en 1941, pour la formation des *interventores*, étaient des traductions d'une conférence d'un cours d'instruction préparatoire pour le service des Affaires indigènes de la zone française et d'un article publié dans le bulletin n° 8 de *L'Afrique française* de 1933. Voir MATERNE (1941) et BRUNO (1941). En outre, en 1931, la DAI avait organisé une section dans la *Inspección de Intervenciones* responsable de la traduction des conférences et les travaux des programmes des cours de formation des *contrôleurs* de la zone française. Voir AGAE Caja M-1.250.

39. Les références aux idées de Lyautey sont assez nombreuses dans les publications des *Intervenciones*. Voir par exemple DEL NIDO Y TORRES (1925 : 294-295) ou INSPECCIÓN GENERAL DE INTERVENCIÓN Y FUERZAS JALIFIANAS (1928 : 3).

des personnalités influentes, fruit d'une surveillance qui se renforça à travers les instruments de censure du système franquiste colonial, préoccupé par les activités du nationalisme, du communisme et du panislamisme.

Le thème analysé permet de montrer le caractère complexe des dynamiques coloniales, sachant que les chemins du pouvoir étaient pétris de contradictions. Les rapports et les textes sur la société rurale marocaine émanant des *interventores* sont intéressants dans leur dimension de miroir de l'*ethos* colonial, mais aussi dans leur façon de refléter les difficultés trouvées à l'heure d'installer la domination et leur représentation par écrit. Il n'est guère étonnant que les *interventores* eux-mêmes eurent à expérimenter à de nombreuses reprises le fruit de leurs échecs comme agents de connaissance et de domination, ou que leur version du protectorat dissimulât les limitations d'un système sans moyens et souvent corrompu, dans lequel certains *interventores* et autres autorités locales obtinrent les bénéfices du clientélisme. Simultanément, d'autres *interventores* étaient convaincus d'être le fer de lance d'une mission civilisatrice qu'il fallait mener à bien à tout prix et aiguillonnés par un véritable sentiment d'apostolat — chose que García Figueras (s.d.) lui-même répéta avec insistance dans ses *Cartas a los interventores* — ils devaient consigner par écrit cette laborieuse tâche.

Cette réflexion met donc au jour la façon d'utiliser les sources coloniales dans leur double aspect de récit, de vision partielle et intéressée, mais surtout comme une élaboration marquée par différentes contraintes : le profil des *interventores*, le type de politiques et ses directives, l'interaction avec la population étudiée, le langage et les rhétoriques dominants de l'époque. À force de répétitions, ce qui est douteux peut devenir croyable et légitime et, dans ce sens, nous nous demandons ce qui devait traverser l'esprit des *interventores* devant répondre au sujet des dynamiques du *suff* dans leur *cabila*, et si leur degré d'obéissance à la hiérarchie était supérieur à l'évidence de l'origine cabilienne du mot. Il est très probable que la connaissance coloniale se construise aussi à partir de logiques comme celle que décrit l'un des protagonistes :

« La kabila (l'accent tonique étant sur la deuxième syllabe et non pas la première, comme il est cru généralement, une erreur tellement répandue que certains indigènes commencent à mal prononcer ce mot) est donc la réunion de fractions qui se concentrent vers un soutien mutuel, par la force d'une même base ethnologique » (Benítez Cantero 1952b : 33).

*Universitat Autònoma de Barcelona, Espagne ; Universitat de Girona, Espagne.*

## BIBLIOGRAPHIE

ALTA COMISARÍA DE ESPAÑA EN MARRUECOS

1940 *Investigación científica de Marruecos. Cuestionarios de Etimología, Lingüística y Arqueología*, Tetuán, s. éd.

AMSELLE, J.-L. & M'BOKOLO, E. (DIR.)

1999 *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte.

ARANDA MATA, A.

1942 « Presente y porvenir de Marruecos », *África. Revista Española de Colonización*, 1 : 3-9.

ASAD, T. (ED.)

1973 *Anthropology and the Colonial Encounter*, London, Ithaca Press.

AZPEITUA, A.

1921 *Marruecos : la mala semilla. Ensayo de análisis objetivo de cómo fue sembrada la guerra de África*, Madrid, Imprenta Clásica Española.

BENÉITEZ CANTERO, V.

1946 « Fiestas musulmanas en Yebala », *África*, 59-60 : 32-36.

1950 « La agricultura en Yebala », *África*, 99 : 112-115.

1951 « La yemaa en Yebala », *África*, 120 : 600-604.

1952a « Miscelánea costumbrista de Beni Aaros », *Archivos del Instituto de Estudios Africanos*, 22 : 15-28.

1952b *Sociología marroquí*, Ceuta, Instituto General Franco.

BENJELLOUN, A.

2001 « L'identité jeblie et la sociologie coloniale espagnole », in GROUPE PLURIDISCIPLINAIRE D'ÉTUDE SUR LES JBALA (dir.), *Les Jbala. Espace et pratiques*, Kenitra, Université Ibn Tafaïl : 191-206.

BEN MLIH, A.

1990 *Structures politiques du Maroc colonial*, Paris, L'Harmattan.

BERQUE, J.

1978 [1955] *Structures sociales du Haut-Atlas*, Paris, Presses universitaires de France.

BLANCO IZAGA, E.

1939 *El Rif (2ª parte. La ley rifeña). II. Los cánones rifeños comentados*, Ceuta, Imp. Imperio.

BOËTSCH, G. & FERRIÉ, J.-N.

1993 « L'impossible objet de la raciologie. Prologue à une anthropologie physique du Nord de l'Afrique », *Cahiers d'Études africaines*, XXXIII (1), 129 : 5-18.

BRUNO, H.

1941 *En Busca de una Política Indígena*, Ceuta, Imp. Imperio.

CASAS MORÁ, J.

1949 « Política », in Delegación de Asuntos Indígenas, *Conferencias desarrolladas en la Academia de Interventores durante el curso de 1948*, Tetuán, Imprenta del Majzen : 129-155.

COHEN, A.

1999 « “Razas”, tribus, clases : acercamientos africanistas a la sociedad marroquí », in J. NOGUE & J. L. VILLANOVA (eds.), *España en Marruecos (1912-1956). Discursos geográficos e intervención territorial*, Lleida, Milenio : 225-248.

COLA ALBERICH, J.

1947 « Cuestiones de antropología marroquí : la talla y el índice cefálico », *Mauritania*, 234 : 109-110 ; 236 : 156.

1953 *Estudio antropológico de la Región del Lucus (Marruecos español)*, Thèse de doctorat, Madrid, Instituto de Estudios Africanos.

COMAROFF, J. & COMAROFF, J. (EDS.)

1992 *Ethnography and the Historical Imagination*, Boulder-San Francisco-Oxford, Westview Press.

CORDERO TORRES, J. M.

1942-1943 *Organización del Protectorado español en Marruecos*, 2 vols., Madrid, Editora Nacional.

DD. AA.

s.d. [1947-1955] *Temas de la Academia de Interventores*, texto dactylographié.

DELEGACIÓN DE ASUNTOS INDÍGENAS

1935 [1932] *Orientaciones a los Interventores en la labor de Protectorado en Marruecos*, Tetuán, s. éd.

1952 *Cuestionario para un estudio económico-social de las cabilas de la Zona de Protectorado de España en Marruecos*, Tetuán, Imp. del Majzen.

DOMÉNECH LAFUENTE, A.

1946 « El interventor », *África*, 54 : 21-25.

1948 *Un oficial entre moros*, Larache, Editora Marroquí.

DRIESSEN, H.

1992 *On the Spanish-Moroccan Frontier. A Study in Ritual, Power and Ethnicity*, Oxford, Berg.

GARCÍA FIGUERAS, T.

1926 *Temas de protectorado*, Ceuta, Imprenta Tropas Coloniales.

1928 *Geografía de Marruecos y Colonias de España en África. Actuación de España en Marruecos. Actuación de 1909 a 1927*, Segovia, Imprenta de la Academia de Artillería.

1939 *Notas sobre el Islam en Marruecos*, Larache, Centro de Estudios Marroquíes & Artes Gráficas Boscá.

s.d. [1952-1956] *Cartas a los Interventores*, texto dactylografié.

1953 *Miscelánea de estudios varios sobre Marruecos*, Tetuán, Editora Marroquí.

GARCÍA FIGUERAS, T. & FERNÁNDEZ LLÉBREZ, J. L.

1955 *La Zona española del Protectorado de Marruecos. Manuales del Africa Española. II*, Madrid, CSIC.

GARCÍA FIGUERAS, T. & DE RODA JIMÉNEZ, R.

1950 *Economía social de Marruecos*, I, Madrid, Instituto de Estudios Africanos & CSIC.

GONZÁLEZ ALCANTUD, J. A.

2003 « El amigo lejano. Mística colonial y políticas de contacto cultural de los ejércitos de ocupación francés y español en Marruecos », in J. A. GONZÁLEZ ALCANTUD (ed.), *Marroquíes en la guerra civil española. Campos equívocos*, Rubí (Barcelona), Anthropos : 132-157.

GONZÁLEZ GIMENO, M.

1946 *Antropología de la mujer bereber en Marruecos*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas.

GREGORI, G.

1937a *Chej el Fel-laha*, Alcázarquivir, s. éd.

1937b *Silos colectivos*, Alcazarquivir, s. éd.

1942 « Sociología marroquí. Marruecos : origen de la cuestión marroquí. El habitante. Las razas. El relieve. El género de vida y sus instituciones sociales », in *Cómo es la zona del Protectorado español en Marruecos. Conferencias de la X Feria de Muestras de Barcelona*, Barcelona, SIEM : 1-30.

GRUNER, R.

1984 *Du Maroc traditionnel au Maroc moderne*, Paris, Nouvelles éditions latines.

HANOTEAU, A. & LETOURNEUX, A.

1893 *La Kabylie et les coutumes kabyles*, 3 vols., Paris, Challamel.

HART, D. M.

1976 *The Aith Waryaghar of the Moroccan Rif. An Ethnography and History*, Tucson, University of Arizona Press, Viking Fund Publications in Anthropology.

1999a « La etnografía colonial española en la zona rural y tribal del Norte de Marruecos, 1912-1956 : una visión general », in D. M. HART & R. RAHA AHMED (eds.), *La sociedad bereber del Rif marroquí. Sobre la teoría de la segmentariedad en el Magreb*, Granada, Universidad de Granada & Diputación Provincial : 171-196.

1999b « Spanish Colonial Ethnography in the Rural and Tribal Northern Zone of Morocco, 1912-1956 : An Overview and an Appraisal », *The Journal of North African Studies*, IV (2) : 110-130.

- 2000 « Preámbulos y estudios introductorias », in V. MOGA ROMERO & A. BRAVO NIETO (eds.), *Emilio Blanco Izaga. Coronel en el Rif. Una selección de su obra, publicada e inédita, sobre la estructura sociopolítica de los rifeños del Norte de Marruecos*, Melilla, Ayuntamiento de Melilla & UNED-Centro Asociado de Melilla : 17-108.

INSPECCIÓN GENERAL DE INTERVENCIÓN Y FUERZAS JALIFIANAS

- 1928 *Manual para el Oficial del Servicio de Intervención en Marruecos*, Madrid, Talleres del Depósito de la Guerra.

INSPECCIÓN GENERAL DE INTERVENCIÓN Y TROPAS JALIFIANAS

- 1926 *Cuestionario sobre kabilas*, Tetuán, La Papelera Africana.  
1927 *Kabilas de la Zona de Protectorado Español*, texto dactylografié.

JAMOUS, R.

- 1981 *Honneur et baraka. Les structures sociales traditionnelles dans le Rif*, Cambridge, Cambridge University Press ; Paris, Maison des sciences de l'homme.

KENBIB, M.

- 1998 « La "politique indigène" de l'Espagne en zone nord, 1912-1942 », *Hesperis-Tamuda*, XXXVI : 133-154.

LAFUENTE, G.

- 1999 *La politique berbère de la France et le nationalisme marocain*, Paris, L'Harmattan.

LAKHSASSI, A. & TOZY, M.

- 2002 « Segmentariedad y teoría de los *leff-s* (Tahuggwat/Taguzult) », in A. RAMÍREZ & B. LÓPEZ GARCÍA (eds.), *Antropología y antropólogos en Marruecos. Homenaje a David M. Hart*, Barcelona, Edicions Bellaterra : 423-447.

LÓPEZ BARGADOS, A. & MATEO DIESTE, J. L.

- 2005 « Parler au désert. Bilan de l'anthropologie du Maghreb en Espagne », *Prologues. Revue maghrébine du livre*, 32 : 110-125.

LÓPEZ FERRER, L.

- 1923 *Naturaleza jurídica del protectorado español en Marruecos*, Madrid, Publicaciones de la Real Academia de Jurisprudencia y Legislación.

LÓPEZ GARCÍA, B.

- 1990 « Arabismo y orientalismo en España : radiografía de un gremio escaso y apartadizo », *Awraq*, XI : 35-69.

LÓPEZ OLIVÁN, J.

- 1931 *Legislación vigente en la Zona de Protectorado español en Marruecos*, 4 vols., Madrid, Gráficas Marinas.

DE MADARIAGA, M. R.

- 2002 *Los moros que trajo Franco... La intervención de tropas coloniales en la Guerra Civil*, Barcelona, Martínez Roca.

MAESTRE, P.

- 1923 *Divulgación y orientación del problema de Marruecos. Intervención Civil, Intervención Militar*, Granada, Imprenta del diario « La Publicidad ».

MALDONADO VÁZQUEZ, E.

- 1932 *Cofradías Religiosas en Marruecos*, Tetuán, Inspección de Intervenciones y Fuerzas Jalifianas.
- 1950 « Cofradías religiosas musulmanas », in DELEGACIÓN DE ASUNTOS INDÍGENAS (ed.), *Selección de Conferencias y trabajos realizados por la Academia de Interventores durante el curso 1949-50*, Tetuán, Imp. del Majzén : 21-43.
- 1951 « Los Aissauis de Kelaia », *África*, 110 : 94-95.

MARÍN, M.

- 1999 « Los arabistas españoles y Marruecos : de Lafuente Alcántara a Millás Villacrosa », in J. NOGUÉ & J. L. VILLANOVA (eds.), *España en Marruecos (1912-1956). Discursos geográficos e intervención territorial*, Lleida, Milenio : 73-97.

MATEO DIESTE, J. L.

- 1997a *El « moro » entre los primitivos : el caso del Protectorado Español en Marruecos*, Barcelona, Fundación « la Caixa ».
- 1997b « Los interventores militares en el Protectorado Español de Marruecos : la codificación de lo “indígena” y los límites del gobierno indirecto », *Cuadernos del Archivo Municipal de Ceuta*, 11 : 275-295.
- 2002 « La paraetnografía militar colonial : poder y sistemas de clasificación social », in B. LÓPEZ GARCÍA & A. RAMÍREZ (eds.), *Antropología y antropólogos en Marruecos. Homenaje a David Montgomery Hart*, Barcelona, Edicions Bellaterra : 113-133.
- 2003 *La « hermandad » hispano-marroquí. Política y religión bajo el Protectorado español en Marruecos (1912-1956)*, Barcelona, Edicions Bellaterra.
- 2005 « ¿Es la sangre más densa que el agua ? Tribus, facciones y política en Guelaya », in GROUPE DE RECHERCHES GÉOGRAPHIQUES SUR LE RIF (dir.), *Mutations des milieux ruraux dans les montagnes rifaines (Maroc)*, Tétouan, Université Abdelmalek Essaâdi : 31-66.

MATERNE (lieutenant-colonel)

- 1941 *Los últimos consejos*, Ceuta, Imp. Imperio.

MOGA ROMERO, V.

- 2000 « La celebración del misterio rifeño. Emilio Blanco de Izaga en Beni Aammart », in E. BLANCO IZAGA (ed.), *La vivienda rifeña. Ensayo de característica e interpretación con ilustraciones del autor (1930)*, Ceuta & Melilla, Ciudades Autónomas de Ceuta y Melilla. Consejerías de Cultura : 17-102.
- 2009 *El Rif de Emilio Blanco Izaga. Trayectoria militar, arquitectónica y etnográfica en el Protectorado de España en Marruecos*, Barcelona, Edicions Bellaterra.

MOGA ROMERO, V. & BRAVO NIETO, A.

2000 *Emilio Blanco Izaga. Coronel en el Rif. Una selección de su obra, publicada e inédita, sobre la estructura sociopolítica de los rifeños del Norte de Marruecos*, Melilla, Ayuntamiento de Melilla & UNED-Centro Asociado de Melilla.

MONTAGNE, R.

1989 [1930] *Les berbères et le makhzen dans le sud du Maroc*, Casablanca, Éditions Afrique Orient.

MORALES LEZCANO, V.

1993 *España y el Mundo Árabe : imágenes cruzadas*, Madrid, Agencia Española de Cooperación Internacional & Ministerio de Asuntos Exteriores.

DEL NIDO Y TORRES, M.

1925 *Marruecos. Apuntes para el Oficial de Intervención y de Tropas Coloniales*, Tetuán, Editorial Hispano Africana.

NOIN, D.

1970 *La population rurale au Maroc*, 2 vol., Paris, Presses universitaires de France.

PADILLA, R.

1930 *Cofradías religiosas en Marruecos y diversos xorfas, zauías y santuarios*, Ceuta, Revista « África ».

PASCON, P. & VAN DER WUSTEN, H.

1983 *Les Beni Bou Frah. Essai d'écologie d'une vallée rifaine (Maroc)*, Rabat, Institut universitaire de la recherche scientifique & Faculté de géographie sociale de l'Université d'Amsterdam & Institut agronomique et vétérinaire Hassan II.

PITA, F.

1933 *Del Protectorado Español en Marruecos. Unos cuantos meses de observación en la Capital de la Zona Española*, Melilla, Gráficas La Ibérica.

PROTECTORADO DE ESPAÑA EN MARRUECOS

s.d. [1926 ?] *Cuestionario sobre las kabilas*, s.l. [Melilla], Tip. El Telegrama del Rif.

RODRÍGUEZ EROLA, J.

1952 « Los Chorfa Ajamelichen », in DELEGACIÓN DE ASUNTOS INDÍGENAS (ed.), *Selección de conferencias y trabajos realizados durante el curso de inter-ventores 1951-1952*, Tetuán, Imprenta del Majzen : 49-84.

RUIZ ALBÉNIZ, V.

1994 [1921] *España en el Rif (1908-1921)*, Melilla, Ayuntamiento de Melilla.

SEDDON, D.

1978 « Le conflit sur la terre à Zaïo (Rif Oriental) », *Bulletin économique et social du Maroc*, 138-139 : 179-197.

1979 « Political Ideologies and Political Forms in the Eastern Rif of Morocco, 1890-1910 », in L. HOLY (ed.), *Segmentary Lineage Systems Reconsidered*, Belfast, The Queen's University of Belfast : 91-117.

SILVERSTEIN, P. A.

2002 « The Kabyle Myth : Colonization and the Production of Ethnicity », in B. K. AXEL (ed.), *From the Margins. Historical Anthropology and Its Futures*, Durham-London, Duke University Press : 122-125.

STOCKING, W. J. R. (ED.)

1991 *Colonial Situations. Essays on the Contextualization of Ethnographic Knowledge, History of Anthropology*, VII, Wisconsin, The University of Wisconsin Press.

THOMAS, N.

1994 *Colonialism's Culture : Anthropology, Travel and Government*, Cambridge, Polity Press.

TORRES ESCOBAR, F.

1980 « La intervención en el Protectorado de Marruecos (1936-1956) », *Revista de la Universidad Complutense*, XXVIII (116) : 465-486.

URIARTE, G.

1930 *Cofradías religiosas en Yebala y diversas Taifas de Xorfas, Zauías, Santuarios*, Ceuta, Revista « África ».

VILLANOVA, J. L.

2002 « La formación de los interventores en el Protectorado español en Marruecos (1912-1956) », in F. RODRIGUEZ MEDIANO & H. DE FELIPE (eds.), *El Protectorado español en Marruecos. Gestión colonial e identidades*, Madrid, CSIC : 247-280.

2004 *El Protectorado de España en Marruecos. Organización política y territorial*, Barcelona, Edicions Bellaterra.

2005a « La pugna entre militares y civiles por el control de la actividad interventora en el Protectorado español en Marruecos (1912-1956) », *Hispania. Revista Española de Historia*, LXV (2), 220 : 683-716.

2005b « Los interventores del Protectorado español en Marruecos (1912-1956) como agentes geopolíticos », *Eria. Revista cuatrimestral de Geografía*, 66 : 93-111.

2006 *Los interventores. La piedra angular del Protectorado español en Marruecos*, Barcelona, Edicions Bellaterra.

2009 « Les objectifs de l'insuffisante formation des *interventores* — contrôleurs — du Protectorat espagnol au Maroc : assurer le contrôle du territoire et de la société », in S. EL MECHAT (dir.), *Les administrations coloniales XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles. Esquisse d'une histoire comparée*, Rennes, Presses universitaires de Rennes : 45-55.

2010 « Cartographie et contrôle au Maroc sous le Protectorat espagnol (1912-1956) », *Mappemonde*, 98, <<http://www.mappemonde.mgm.fr/num26/articles/art10202.html>>.

VILLANOVA, J. L. & URTEAGA, L.

2009 « Jesús Jiménez Ortopeda, interventor militar en el Rif (1911-1936) », *Hispania. Revista Española de Historia*, LXIX (232) : 423-448.

VILLASANTE DE BEAUVAIS, M. (ED.)

2007 *Colonisations et héritages actuels au Sahara et au Sahel. Problèmes conceptuels, état des lieux et nouvelles perspectives de recherche (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, 2 vol., Paris, L'Harmattan.

#### RÉSUMÉ

Le texte analyse les mécanismes qui conditionnèrent la création de la connaissance coloniale au sujet du territoire et de la société marocaine du protectorat espagnol au Maroc (1912-1956), et montre comment cette connaissance s'est développée depuis les instances administratives et à travers les principaux agents du gouvernement indirect dans les *cabilas*, les *interventores*. Cette connaissance fut marquée par la politique espagnole, tributaire des va-et-vient au niveau de la Péninsule et des difficultés de la domination militaire jusqu'en 1926. Une analyse des questionnaires de *cabilas* de 1926, du questionnaire d'ethnologie de 1940 et du questionnaire économique et social de 1952 permet de déduire que les *interventores* s'inspirèrent souvent du modèle colonial français, sans que cette adoption signifie une simple transposition mais plutôt une intersection avec des éléments caractéristiques du colonialisme espagnol, comme la rhétorique de la fraternité entre Espagnols et Marocains ou la tension entre civils et militaires.

#### ABSTRACT

*The Interventores of the Spanish Protectorate in Morocco: Contexts of Producing Political Knowledge of the Cabilas.* — The text analyzes the mechanisms which determined the production of colonial knowledge about Moroccan territory and society during the Spanish Protectorate in Morocco (1912-1956), and it shows how that knowledge was elaborated by bureaucratic instances and the principal agents of indirect rule among the tribes, the *interventores*. This knowledge was conformed by a colonial policy dependent on the changes which were taking place in the Peninsula and on the difficulties of military control until 1926. An analysis of the *cabilas* questionnaires of 1926, the ethnological questionnaire of 1940 and the socio-economical questionnaire of 1952 shows that the *interventores* were often inspired by the French colonial model, although this adoption did not imply a simple transplantation but an intersection with some particular elements of Spanish colonialism, like the rhetoric about a brotherhood between Spaniards and Moroccans, or the tension between civil and military elements.

Mots-clés/Keywords : Maroc, connaissance des *cabilas*, *interventores*, politique coloniale, protectorat espagnol au Maroc, questionnaires ethnologiques/Morocco, *knowledge about the cabilas*, *interventores*, *colonial policy*, *Spanish Protectorate in Morocco*, *ethnological questionnaires*.